

## Livres

*Pierre Rosanvallon :*

**Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France**

*Paris, Gallimard, 1998, 379 p.*

Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et chargé de cours à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris est également connu pour avoir été des années durant le secrétaire général de la fondation Saint-Simon (dissoute fin 1999) ; il poursuit depuis quelques années le projet ambitieux de rédiger une « histoire intellectuelle de la démocratie moderne ». Concrètement, il s'agit de reconstituer les trois scènes sur lesquelles s'est déroulée « l'histoire longue de l'idée démocratique » (p. 22), l'histoire de la démocratie depuis la Révolution Française. L'auteur a publié le premier volume de la trilogie intitulée « Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France » en 1992. Il y décrit la formation d'une société d'êtres égaux où est mis en scène le sujet moderne de la démocratie : « l'individu électeur ». Le second volume, dédié à « L'histoire de la souveraineté du peuple », est actuellement en préparation. Il a pour objet l'analyse des formes plurielles qu'a pu adopter la démocratie. C'est aussi l'étude de la manière selon laquelle le principe de la souveraineté du peuple a pu prendre forme dans un contexte de systèmes de gouvernement et de traditions politiques différents.

Le dernier volet de la trilogie est, quant à lui, déjà disponible. « Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France », tel est son titre, étudie par le menu les difficultés rencontrées lors de la mise en forme politique du social, tant la naissance d'une société citoyenne, composée d'individus libres, réduit la lisibilité des différences sociales. Il y est question des possibilités susceptibles de représenter la société d'une manière néanmoins adéquate et de constituer le peuple dans la réalité. Rosanvallon passe rapidement sur la période de la Révolution. Selon lui, le problème de représentation se posait déjà à l'époque de façon drastique, particulièrement lors de l'apparition du clivage du politique et du social dans la démocratie. Il est vrai que la dimension identitaire de l'acte de vote était encore largement limitée et la référence au peuple, plutôt abstraite (p. 42 sq). L'auteur enchaîne sur les discussions autour du droit de vote dans les années 1840 et de l'acquisition (définitive en France) du suffrage universel pour la population masculine en 1848, puis passe aux trois chapitres principaux ordonnés chronologiquement.

Il décrit les années couvrant la période de 1848 à 1914 comme « une phase de découvertes et d'explorations ». Les revendications démocratiques commencèrent à émerger de plus en plus, se trouvèrent concrétisées et conduisirent à des débats sur les mécanismes institutionnels à mettre en place en vue d'une « bonne représentation » (p. 62 sq). Les idées et les ébauches de solutions qui y sont esquissées étaient variées : par exemple, la représentation d'intérêts spécifiques des travailleurs, d'une manière générale, le problème de la représentation parlementaire de groupes d'intérêt ; la réflexion critique de la conception foncièrement individualiste de la souveraineté depuis Rousseau et Sieyès ; la

défiance de principe à l'égard de toute forme d'instances intermédiaires ; enfin, la différenciation entre l'égalité quantitative et qualitative dans l'établissement du vote censitaire, ainsi que la question de l'intégration d'éléments du scrutin proportionnel pour l'élection des députés (p. 156 sq).

### **La France de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle : « une démocratie d'équilibre »**

Toutes ces évocations, ces compromis et ces réglementations sont dépeints comme un trésor considérable d'expériences françaises en matière de représentation. C'est sur cette base que s'est développé ce que Rosanvallon appelle « une démocratie d'équilibre » : un ensemble pragmatique d'institutions, de modes de scrutin et de connaissances de la société que la démocratie a su animer dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (p. 167 sq). La reconnaissance de plus en plus accrue du rôle des partis politiques apparaît déterminante pour cette seconde phase de la démocratie moderne. Ceux-ci auraient réussi à s'imposer comme instances de médiation entre l'individualisme moderne et les modèles de représentation traditionnels, entre « l'artificialisme moderne des identités électives et la vision ancienne d'identités inscrites dans une nature sociale » (p. 183 et 186). Sont également citées comme autres éléments de réussite les formes de cogestion corporatiste, par exemple, l'intégration des syndicats de salariés dans les processus publics de décision, mais aussi les pratiques de l'administration de plus en plus proches du citoyen, les organes de conseil économique et les méthodes utilisées par les sciences sociales pour appréhender les réalités sociétales.

### **Les années 80 : « Le troisième âge de la démocratie »**

La « démocratie d'équilibre » est présentée comme « une réponse définitive à la mise en forme politique du social », une réponse adéquate et exemplaire. En même temps, elle était, selon Rosanvallon, un modèle inscrit dans le temps qui s'est toujours vu confronté à de nouveaux défis. Un processus d'érosion se serait déclenché au plus tard dans les années 80 de ce siècle, processus qui a précipité le pays dans « un troisième âge de la démocratie ». En France, la politique serait placée actuellement sous le signe de la crise de représentation (p. 322 sq), et ceci, pour trois raisons : d'une part, du fait de l'épuisement de la démocratie des partis, du mouvement syndical et des autres instances socio-économiques de cogestion ; d'autre part, du fait de la perte des piliers fondateurs de la conception politique française ; enfin, du fait de la « désociologisation de la politique » se traduisant par une identification aux partis en régression et des électeurs de plus en plus volatiles.

Rosanvallon caractérise le nouveau rapport qui unit les hommes à la politique comme étant fortement orienté en fonction des considérations individuelles d'utilité. La victoire de la gauche aux élections de 1981 aurait accéléré cette tendance, en particulier le « sacrifice de l'absolu » (Sadoun, 1993) en 1982/83 et la « culture de gouvernement », rapidement intériorisée pour une gestion de crise dénuée de toute vision par les socialistes. Le virage au centre et les louanges du pragmatisme auraient ôté à la vie politique contours, grandeur et attractivité, la « démocratie de confrontation » aurait dégénéré en une « démocratie d'imputation ». En misant avant tout sur la dénonciation des responsabilités individuelles au sein des élites politiques, elle couronnerait, en fin de compte, « ce mouvement de personnalisation perverse de la politique » (p. 333).

Actuellement, personne ne peut s'attendre à la fin de la crise de représentation, d'autant qu'« une approche globalisante de l'idée de peuple » gagne en importance depuis peu (p. 340). De telles approches se reflèteraient, entre autres, dans trois domaines : d'une part, dans la vénération générale vouée aux sondages d'opinion, considérés comme une sorte de représentation continue ; ensuite, dans les tentatives national-populistes d'appréhender le peuple français comme une entité biologique en se démarquant des ennemis intérieurs et extérieurs ; enfin, dans la mise en scène médiatisée de communautés émotionnelles nationales. Les trois formes « peuple-opinion », « peuple-exclusion » et « peuple-émotion » offrirait certes à l'individu la chance d'une représentation *ad hoc*, mais n'impliqueraient ni un attachement durable ni une identification sociale. De même, d'autres revendications actuelles en matière de représentation de certains groupes, par exemple pour une « parité hommes-femmes », ne constituent, pour Rosanvallon, rien d'autre que des formes d'une radicalisation identitaire compensatoire qui trouvent leurs racines dans la dissolution des grands systèmes de références sociaux (p. 351).

### **Du « citoyen engagé » à l'« individu dégagé » ?**

Nombre d'observateurs politiques partagent cette vision pessimiste des choses. Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun allaient récemment dans le même sens dans « La V<sup>e</sup> République. Naissance et mort » (Calmann-Lévy, 1998). Pour eux, les nouvelles formes de mobilisation et de participation que sont l'engagement pour les droits de l'Homme et l'ingérence humanitaire, ne sont pas en mesure de structurer « une nouvelle grammaire politique ». La politique perdrait actuellement « toute vocation à ensemençer le social » ; on serait en train d'assister à l'émergence d'une « démocratie du public » ayant pour roi « l'individu dégagé » au lieu du « citoyen engagé ». Les difficultés rencontrées par les intellectuels français avec l'ère de la seconde modernité pourraient être illustrées à travers maints exemples, qu'ils optent pour le pragmatisme réaliste de Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard, Jean-Claude Casanova ou Alain Minc de la fondation Saint-Simon, ou qu'ils vénèrent le néo-républicanisme de Régis Debray, Philippe Cohen ou Emmanuel Todd de la fondation Marc Bloch. La mutation socio-culturelle du monde occidental a visiblement suscité en France des incertitudes particulièrement importantes et des besoins profonds de se rassurer. Les débats sur l'identité nationale y étaient moins courants avant les années 80 que partout ailleurs et indiquent qu'il s'agit d'un pays - en comparaison avec la République fédérale - où les traditions sont très marquées et la sensibilité pour les ruptures historiques plus forte.

### **« L'hypernormalisation » de la vie politique française**

L'argumentation de Rosanvallon témoigne d'un grand-écart intellectuel : d'un côté, satisfaction face à un certain refroidissement des passions politiques françaises, à une « normalisation » de la vie politique ; d'un autre côté, inquiétude quant à la portée et au rythme du changement de paradigmes, à l'« hypernormalisation », comme il l'écrivait déjà en 1990. Visiblement, lorsqu'il proclama, en écho de la célébration du bicentenaire de la Révolution Française, avec François Furet et Jacques Julliard, « la République du Centre » et « la fin de l'exception française », il ne croyait déjà plus à ses propres affirmations, et encore moins à leurs conséquences. Il voulait et veut encore moderniser la politique en France et briser le schéma obsolète du clivage gauche-droite. Aujourd'hui, il se plaint que la culture démocratique de l'affrontement, une particularité de la politique en France, en ait pâti ; elle devrait donc être rétablie rapidement. La troisième voie proposée par Rosanvallon a des airs de procession d'Echternach : trois pas en avant, deux pas en arrière.

Certes, la crise de la représentation et la lassitude éprouvée à l'égard des partis sont des réalités incontestables. Néanmoins, elles ne sauraient constituer des thèmes nouveaux, pas même pour la V<sup>e</sup> République. De même, au cours des années 60, lorsque la fin des idéologies et le virage au centre ne se trouvaient pas encore à l'ordre du jour des débats publics, les affinités mentales des Français pour un parti donné étaient encore assez faiblement répandues et peu intenses. Par rapport à l'Allemagne de l'Ouest, la satisfaction moindre pour la démocratie, l'identification plus faible aux partis, la position plus critique à l'égard de la classe politique dirigeante constituaient déjà la tendance et sont toujours très significatifs ; il en va pareillement pour la part plus importante des partisans de plus d'égalité et de liberté, ou encore pour la perception plus large d'un fossé existant entre la culture citoyenne et la réalité véritablement vécue.

Rosanvallon ne tait ni les sentiments classiques des détracteurs des partis, ni les difficultés qui se posent lorsqu'on pense le pluralisme dans une forme structurée plutôt que comme un phénomène historique (p. 313). Cependant, il surestime l'acceptation par la société des partis politiques de même que leur aptitude à représenter de manière appropriée les milieux sociaux-moraux pour la phase de la « démocratie d'équilibre ». Il ne montre pas de façon suffisamment claire comment cette dernière s'accommode des crises politiques des années 30, des guerres franco-françaises, qui devaient, en fin de compte, se poursuivre pendant l'occupation allemande, sous le régime de Vichy. Par ailleurs, il est pratiquement irréfutable que la V<sup>e</sup> République constituée en 1958 en réaction au « parlementarisme absolu » des deux régimes précédents a déjà apporté un changement considérable en ce qui concerne la participation citoyenne et la représentation sociale, ainsi que le modèle républicain en tant que tel.

Par contre, il sous-estime l'importance qu'ont gagnée les partis sur les plans politique, institutionnel et organisationnel ces dernières années, et ce, surtout grâce aux cohabitations de 1986-1988, 1993-1995 et depuis 1997. Mais apparemment, l'efficacité et la participation plus grande des partis au sein du système politique n'allaient pas de pair avec un pouvoir de représentation sociétale plus important et un ancrage culturel plus fort. Les débats sur la crise de la représentation sont probablement d'autant plus violents dans un pays où le ressentiment à l'égard des partis se laisse facilement attiser, que, de nos jours, les partis apparaissent beaucoup plus importants et plus présents que jamais dans un quotidien médiatisé du politique. Le changement invoqué de toutes parts ainsi que la fin de l'exception dans la France de l'ère Mitterrand n'ont-elles pas été à la fin tout simplement exagérées ?

Par ailleurs, la politisation de la société française ne s'est pas un seul instant laissée déterminer par l'attachement des citoyens aux partis. Le militantisme partisan et syndical n'a jamais concerné plus qu'une petite partie de ceux susceptibles de s'engager. Ainsi la crise de représentation n'est-elle pas synonyme d'indifférence politique généralisée, comme le concède Rosanvallon lui-même (p. 325). Depuis plusieurs années, on dénote de nouvelles pratiques en matière de participation et de mobilisation. Nombre de vagues de protestation à caractère spectaculaire ainsi que la multiplication de plus petites manifestations, moins visibles, et défendant des causes plus ponctuelles, en témoignent. Il est frappant de voir les nombreuses actions de dimension citoyenne et capables de mobiliser les foules, que ce soit pour dénoncer le racisme, ou pour défendre les droits de l'Homme, la cause des sans-papiers et des chômeurs sans domicile fixe, etc. De même, le fort degré de politisation des cultures musicales jeunes des années 90, le milieu du rock alternatif ou encore la culture RAP, qui s'est entre temps largement imposée, vont à l'encontre des thèses exagérées de dépolitisation.

Certes, Rosanvallon évoque de tels lieux du politique et montre dans quelle mesure ils ont de nouveau gagné en importance. Mais il ne les prend pas véritablement au sérieux. C'est pourquoi il ne cherche même pas à savoir s'ils peuvent être effectivement considérés comme une charge pour le système politique ou bien s'ils représentent également des chances à saisir. La mobilisation sur des thèmes spécifiques et la participation démocratique directe des (jeunes) citoyens, en particulier lorsqu'elles ne se figent pas à moyen terme en tant que politique partisane, ne correspondent-elles pas à l'idéal français d'une société citoyenne active? Ne font-elles pas partie intégrante d'une culture de l'affrontement démocratique, que Rosanvallon appelle de ses vœux de manière incantatoire?

### **La dimension internationale de la crise de la représentation**

Ce ne sont pas l'intérêt porté à la politique ou le système classique de la conception républicaine qui sont en cause. Aujourd'hui, on remet en question de manière plus critique les formes de participation façonnées par des élites et réalisées dans le cadre d'organisations de masse. Parmi celles-ci, on dénombre les partis politiques qui ont toujours dû se contenter, en France, d'une résonance relativement modeste. Cependant, Rosanvallon ne mentionne pas le fait que l'affaiblissement de l'attachement et de l'identification avec les partis, ainsi que le recul du nombre d'adhérents et de l'électorat fidèle dépassent largement le cadre français. Certes, de telles tendances sont moins identifiables en Allemagne pour l'observateur extérieur, et ce, d'autant plus que la CDU/CSU et le SPD ont renforcé leurs rangs jusqu'à la fin des années 70 avec une base d'adhérents considérable, constituant ainsi une réserve sur laquelle ils peuvent vivre plus longtemps que leurs homologues français.

En fin de compte, cette étude invite à une réflexion approfondie sur la question de la représentation comme sur les aspects actuels de la culture politique en France. Les traditions s'effritent de plus en plus, des frictions sont inévitables et font que les changements se heurtent rapidement à des limites. On ne peut être que curieux de découvrir le dernier volet de la trilogie de Pierre Rosanvallon.

Dietmar HÜSER  
(Traduction : Florence ANGO)